

RAPPORT FINAL

Accès à la santé, ressources minières et politiques publiques en Afrique subsaharienne

Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Subvention Savoir No. 435-2017-1155

Durée : 2017-2023

La capacité des pays africains à adopter des politiques publiques visant à mobiliser leurs richesses minières pour favoriser l'accès à la santé est un enjeu d'importance majeure. Ce projet visait à analyser le changement dans les politiques publiques au Mali et au Sénégal dans les secteurs minier et de la santé afin de démontrer comment le premier peut être une source de contribution pour le second. Il souhaite attirer l'attention sur le potentiel catalyseur à plus long terme qui résulterait d'une meilleure articulation des politiques dans les domaines de la santé et des mines tel que le préconise la perspective transformatrice de la Vision minière pour l'Afrique (VMA). Il s'agit de voir comment la recherche, en partant d'une très bonne connaissance de la spécificité de chacun de ces deux secteurs, incluant une perspective historique des réformes passées et de leurs impacts et en identifiant les conditions propices à la transformation des politiques publiques, peut contribuer à alimenter la réflexion de décideurs, à les appuyer dans la formulation de recommandations et ainsi favoriser l'adoption de politiques publiques en ligne avec les objectifs de développement du pays.

1. Objectifs

L'objectif principal du projet était de comprendre et d'expliquer les conditions entourant le changement de paradigme de politiques publiques en Afrique subsaharienne. Il s'est intéressé à de récentes politiques publiques mises en œuvre au Sénégal et au Mali dans les domaines des mines (mise en œuvre de la Vision minière pour l'Afrique) et de la santé (Couverture universelle en santé). Au-delà de la contribution empirique dans un contexte africain très peu étudié, il s'agissait de développer une réflexion conceptuelle ayant des implications concrètes pour améliorer les processus de prise de décision dans le champ des politiques publiques, et notamment sur le rôle des idées, du pouvoir et des institutions politiques.

Objectifs spécifiques

1. Appliquer empiriquement la littérature sur les changements de paradigme à deux pays africains (Mali et Sénégal) et à deux champs de politiques cruciaux dans les études du développement (santé et mines) ;
2. Étudier plus spécifiquement trois dimensions complémentaires qui jouent un rôle central dans les processus de réforme en Afrique, soit les idées, le pouvoir et les institutions ;
3. Contribuer au développement théorique de l'étude des changements de paradigme des politiques publiques ;
4. Contribuer à la formation d'étudiants des cycles supérieurs sur les plans théorique et méthodologique dans le domaine de l'étude des politiques publiques en contexte de développement ;
5. Mobiliser les connaissances à l'attention des acteurs impliqués dans les processus de réforme des politiques publiques dans deux secteurs et deux pays d'importance, dans ces deux pays et au Canada.

2. Membres de l'équipe

Chercheure principale

Dr. Bonnie Campbell, Professeure émérite, Faculté de science politique et droit, Université du Québec à Montréal.

Co-chercheur(e)s

Dr. Valéry Ridde, Centre Population et Développement, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris. Spécialiste des politiques publiques en santé.

Dr. Daniel Béland, Directeur de l'Institut d'études canadiennes de McGill (IÉCM), Université McGill (Canada), Département de science politique. Spécialiste des politiques publiques.

Équipe de recherche au Sénégal

Dr. Ibrahima Ly, Professeur de Droit Public et Science Politique, Directeur du Laboratoire d'Études et de Recherches en Politiques, Droit de l'Environnement et de la Santé (LERPDES) de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Dr. Fatoumata Hane, Socio-anthropologue de la santé, Département de sociologie, Université Assane Seck de Ziguinchor.

Dr. Mouhamadou Lamine Diallo, Géographe, Enseignant-chercheur au Département Histoire-Géographie, Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Équipe de recherche au Mali

Dr. Amadou Keita, Coordinateur du Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué, (GERSDA), Enseignant-chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako.

Dr. Alfousseyni Diawara, Membre du Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA), Enseignant-chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako.

Dr. Moussa Doumbo Membre du Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA), Enseignant-Chercheur en sciences économiques, FSEG/USSGB, GERSDA Université de Bamako.

Dr. Laurence Touré, Anthropologue et coordinatrice de MISELI, Association malienne de recherche et de formation en anthropologie des dynamiques locales, spécialisée sur les enjeux de politiques publiques de santé.

Coordinatrice de l'équipe de recherche :

Mylène Coderre Proulx, Candidate au doctorat, École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa.

3. Déroulement du projet

Lancement

Le projet fut lancé lors d'un séminaire de démarrage qui a eu lieu du 21 au 23 février 2018 à Saly Portudal au Sénégal et réunissait une vingtaine de participants-es.

Stratégie de recherche

Bien que l'étude ait porté sur une politique publique spécifique, elle ne suggère d'aucune manière de prioriser des objectifs et des instruments de politique par rapport à d'autres, ni qu'un financement supplémentaire provenant des recettes minières devrait être attribué à la santé, plutôt qu'à d'autres secteurs comme l'éducation, l'agriculture, etc.

Elle cherchait plutôt à identifier les stratégies et les contextes propices pour mobiliser des ressources supplémentaires et maximiser la contribution du secteur minier au développement à partir d'un exemple mines/santé. La collecte des données s'est déroulée de décembre 2017 à mai 2021.

Au Sénégal, elle a impliqué des chercheurs affiliés à l'Université Assane Seck de Ziguinchor (santé) et de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (mines) qui ont travaillé en collaboration avec des chercheurs internationaux spécialistes des politiques publiques de santé et du secteur minier. L'étude est fondée sur trois méthodes :

1. Étude documentaire des stratégies de mobilisation des recettes minières mises en place par d'autres pays en Afrique subsaharienne;
2. Étude des cadres règlementaires et institutionnels des secteurs des mines et de la santé au Sénégal;
3. Quarante-cinq entretiens (25 pour le secteur mines et 20 pour le secteur santé) réalisés à Dakar et dans la région de Kédougou avec : • Des représentants gouvernementaux (mines, santé et finances) et de l'administration publique; • Des autorités décentralisées (maires, conseillers municipaux); • Des représentants d'organisations non-gouvernementales et de la société civile; • Des agents de l'Agence de la CMU; • Des gestionnaires de mutuelles; • Des représentants des partenaires techniques et financiers (PTF); • Des chercheurs spécialistes de ces secteurs.

Au Mali, elle a impliqué deux équipes au Mali : MISELI (santé) et le Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué – GERSDA (mines), qui ont travaillé en collaboration avec des chercheurs internationaux spécialistes des politiques publiques de santé et du secteur minier. L'étude est fondée sur les mêmes trois méthodes :

1. Étude documentaire des stratégies de mobilisation des recettes minières mises en place par d'autres pays en Afrique subsaharienne;
2. Étude des cadres règlementaires et institutionnels des secteurs des mines et de la santé au Mali ;
3. 77 entretiens réalisés à Bamako et dans la région de Kayes avec : • Des représentants de l'administration publique (mines, santé et finances) ; • Des représentants d'organisations non-gouvernementales et de la société civile ; • Des représentants des partenaires techniques et financiers (PTF) ; • Des chercheurs spécialistes de ces secteurs

Les chercheurs des équipes au Sénégal et au Mali ont travaillé en collaboration avec des chercheurs de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université McGill et de l'Institut de recherche pour le développement. Afin d'assurer une diffusion large de la recherche auprès des milieux concernés, un atelier national de restitution des résultats a été organisé dans chacun des pays en 2021 et auquel ont assisté des décideurs et fonctionnaires des ministères-clés, des organismes de la société civile, des membres de la communauté universitaire et la presse nationale. Ces deux ateliers nationaux de restitutions ont été suivis par de nombreuses activités de diffusion avec des membres de la société civile, des autorités locales et des chercheurs et étudiants dans chaque pays ainsi qu'au Ghana et au Canada pour assurer une dissémination large des résultats

Originalité

Notons entre autres non seulement la nature internationale de l'équipe mais son caractère très interdisciplinaire du fait qu'elle réunissait des économistes, juristes, sociologues, géographes, spécialistes de la santé publique, politicologues, etc. Au-delà des retombées en termes de publications académiques énumérées ci-dessous, les stratégies de diffusion des résultats ont contribué à susciter des débats concernant les processus de prise de décision dans un domaine très actuel, débats qui se poursuivent.

4. Résultats

De manière générale, ce projet a contribué aux résultats suivants :

- Connaissance critique
- Politiques améliorées
- Pratiques professionnelles améliorées
- Discours public amélioré
- Collaborations et partenariats améliorés ou nouveaux
- Formation et perfectionnement professionnel

Nature des résultats produits

D'abord, la recherche a pu évaluer et chiffrer le potentiel de financement du secteur minier pour garantir une couverture sanitaire universelle dans les deux pays. À partir de scénarios hypothétiques articulant les recettes publiques issues du secteur minier et les dépenses engagées et/ou estimées pour fournir des soins de santé aux populations sénégalaise et malienne, il a été possible de démontrer qu'une petite fraction de ces revenus pourrait garantir une part substantielle des besoins de financement dans le domaine de la santé, et ainsi réduire la dépendance de ces États aux sources de financement externes.

À partir de ce constat principal, la recherche a identifié les obstacles dans chacun des pays qui limitent la mobilisation des recettes minières pour le financement de services publics clés (ex : manque de traçabilité dans l'allocation des recettes, gestion publique des recettes en silo, persistance de régimes fiscaux très avantageux pour les compagnies). Elle a ensuite adressé des recommandations aux gouvernements nationaux pour favoriser une meilleure articulation des objectifs de maximisation des recettes minières avec leurs engagements en matière de couverture sanitaire universelle. Ces recommandations se sont notamment inspirées d'initiatives menées ailleurs sur le continent (ex : Sustainable Budget Index au Botswana).

Comme la recherche souhaitait susciter une réflexion critique et amorcer un changement dans les politiques publiques, les chercheurs ont privilégié des stratégies de diffusion des résultats avec un fort potentiel de dialogue politique, telles que la production de notes de politique ainsi que la tenue d'ateliers régionaux et nationaux avec la société civile et des représentants des milieux décisionnels. En outre, pour contribuer à la formation des étudiants et positionner la recherche dans le milieu scientifique, l'équipe a organisé des séminaires, participé à plusieurs congrès et publié les résultats du projet dans des revues académiques.

Les publics qui ont pu tirer parti des résultats de la recherche

- Milieu académique / pairs
- Public général
- Gouvernement fédéral
- Organisations internationales
- Organisations internationales sans but lucratif
- Établissements d'enseignement postsecondaire
- Étudiants au niveau postsecondaire
- Entreprises privées
- Associations savantes
- Gouvernements des pays concernés

Détails sur les publics qui tirent parti des résultats

Le principal public tirant parti des résultats sont les élus et fonctionnaires concernés par les politiques publiques des mines et de la santé des pays concernés. Le projet fournit des données probantes aux experts œuvrant au sein des ministères de la Santé et qui sont à la recherche de modes de financement novateurs pour accroître la capacité de l'État à fournir des soins de santé gratuits à la population. Il permet également de susciter une réflexion auprès des représentants des ministères des Finances et des Mines sur l'actuelle gestion des recettes minières et les voies d'amélioration possibles.

Les organisations de la société civile, dénonçant les faibles retombées des activités minières et appelant à des politiques et pratiques plus soucieuses du bien-être collectif, bénéficient également des résultats de la recherche. Plusieurs organisations mobilisées sur les questions minières, dont Publish What You Pay et Enda LEAD, étaient présentes lors des événements de partage des résultats et ont pu enrichir leur plaidoyer à partir des conclusions de l'étude. L'équipe souhaitait aussi partager les résultats de la recherche avec les représentants politiques et civils des collectivités territoriales où ont lieu les opérations minières (ex : Kayes au Mali et Kédougou au Sénégal). Dans cette perspective, un atelier régional réunissant des organisations locales, des citoyens et des élus locaux a eu lieu à Kédougou au Sénégal. La situation politique au Mali rendant l'organisation d'un atelier régional impossible, la note de politique a plutôt été circulée auprès d'acteurs-clés dans les régions minières et des représentants de la direction des collectivités régionales ont assisté à l'atelier de lancement de la note de politique.

Enfin, le projet a favorisé le développement professionnel de doctorants-chercheurs qui ont acquis des compétences en matière de réalisation de recherches visant l'amélioration des politiques, coordination de projets internationaux, et production scientifique (articles, communications).

5. Collaborations

Collaboration avec d'autres institutions :

Établissements postsecondaires :

- Université Assane Seck de Ziguinchor;
- Université Cheikh Anta Diop de Dakar;
- Université Gaston Berger de Saint Louis;
- Université de Bamako;
- Université Versailles St-Quentin-en-Yveline;
- École nationale d'administration publique de Montréal;
- Université McGill;
- Université de Montréal;
- Université du Québec à Montréal.

Secteur public à l'extérieur du Canada : différentes entités gouvernementales dont l'Agence pour la Couverture Maladie Universelle du Sénégal, la Direction Générale de Protection Sociale et de la Solidarité du Sénégal, et la Caisse nationale d'Assurance Maladie du Mali

Secteur non-lucratif à l'extérieur du Canada :

- Miseli
- ENDA
- Third World Network

Représentants diplomatiques du Canada à l'étranger :

- Ambassade du Canada à Dakar
- Délégation générale du Québec à Dakar
- Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest)

Autorités locales dans le pays concernés :

- Mairie de Dakar
- Mairie de la Commune de Tomborokoto
- Autorités de la collectivité locale de Kédougou

Participation de doctorants :

Les étudiants et étudiantes suivants-es ont été appuyé-e-s par la subvention CRSH :

Mylène Coderre, Céline Deville, Catherine Jones, Lara Gautier, Tony Zitti, Privilege Haang'andu, Abdoulaye B. Dembelé et Bakaye Guindo

Types d'activités réalisées par les doctorants : collecte et analyse de données, revue de littérature, rédaction de rapports, collaboration à des publications académiques, organisation et participation à d'activités de rayonnement, coordination administrative

Autres sources de financement :

Fonds de recherche personnels de Daniel Béland et de Bonnie Campbell, ainsi que les fonds du Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué, (GERSDA).

6. Mobilisation des connaissances

Méthodes de mobilisation des connaissances :

- Diffusion au sein du milieu universitaire
- Transfert de connaissances
- Adaptation des connaissances
- Échanges de connaissances
- Courtage de connaissances
- Synthèse de connaissances
- Coproduction
- Réseautage

Panels et Présentations :

Panel : « Transformation des politiques publiques et changements de paradigme en Afrique subsaharienne : Que peut-on apprendre d'une comparaison entre secteurs? *Congrès de l'Association canadienne des études africaines*, Montréal, ACEA 16 mai 2019 (3 présentations)

Présentation : «The Africa Mining Vision: Towards a New Mining Regime in sub-Saharan Africa? Insights from Senegal » à la XVII *Biennial Conference of the International Association for the Study of the Commons (IASC)*, Lima, 1-5 Juillet, 2019.

Atelier intergouvernemental de diffusion de la Note de politique sur le Mali, Bamako, le 30 mars, 2022.

Atelier intergouvernemental de diffusion de la Note de politique sur le Sénégal, Dakar, le 19 mai, 2022.

Webinaire du Laboratoire d'Études et de Recherches en Droit, Décentralisation et Développement Local, (LERDDL), Bamako, le 19 mai 2022.

Conférence ENDA Dakar – Les recettes du secteur minier comme source de financement de la couverture maladie universelle au Sénégal. Organisé par ENDA Dakar et LEAD avec les organisations de la société civile. Dakar, le 12 octobre, 2022.

Webinaire de l'École nationale d'administration publique (ENAP) « Les ressources minières de l'Afrique subsaharienne pourraient-elles mieux contribuer à financer l'accès aux services de santé ? Pourquoi la réponse à cette question interpelle-t-elle le secteur minier du Québec et du Canada? » Montréal, le 3 novembre, 2022.

Conférence à l'Institut des Hautes Études en Management (IHEM), Bamako, le 2 mars, 2023.

Atelier de Kédougou avec les autorités locales et régionales. Kédougou, Sénégal, le 8 mars, 2023.

Colloque : « Vulnérabilité et Politiques sociales territoriales. Regards croisés en France et au Sénégal », Centre de conférences, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal, 22 au 24 mars 2023

Webinaire bilingue organisé par Third World Network, Accra, Ghana, «Webinar on Mining and Public Service Sectors in Africa», le 17 juillet, 2023.

Chapitre d'ouvrage collectif:

Ridde, V., (2021) "Les défis de la couverture sanitaire universelle en Afrique subsaharienne : permanence et échecs des instruments du New Public Management" Préface au volume *Vers une couverture sanitaire universelle en 2030 ? Réformes en Afrique subsaharienne*, sous la direction de Valéry Ridde. Éditions science et bien commun. <https://www.editions-scienceetbiencommun.org/une-couverture-sanitaire-universelle-en-2030-reformes-en-afrique-subsa-harienne/>

Articles dans une revue avec comité de lecture :

Jones, C., Gautier, L. & Ridde, V. (2021). A scoping review of theories and conceptual frameworks used to analyse health financing policy processes in sub-Saharan Africa. *Health Policy & Planning*, vol 36, No.7, pages 1197–1214. <https://doi.org/10.1093/heapol/czaa173>

Daniel Béland, Bonnie Campbell, Mylène Coderre, Privilege Haang'andu, (2022) « Policy change and paradigm shifts in Sub-Saharan Africa: implementing the Africa Mining Vision » in *Canadian Journal of African Studies*. Vol. 56, no.1. 2022 - Publication électronique: 19 mars 2021 <https://doi.org/10.1080/00083968.2021.1886955>

Mylène Coderre, Mouhamadou Lamine Diallo, Alfousseyni Diawara, Bonnie Campbell, "La Vision minière pour l'Afrique et les transformations des cadres réglementaires miniers : les expériences du Mali et du Sénégal" in *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 40:4, 464-481, DOI: 10.1080/02255189.2019.1650333

Article dans les médias populaires :

Coderre M., et B. Campbell, 2022. « Quel rôle pourraient jouer les ressources minières pour faciliter l'accès à la santé en Afrique subsaharienne ? Contribution d'une recherche collective au Sénégal et au Mali », A+ International, Bulletin des affaires internationales de l'École nationale d'administration publique (ENAP), numéro 6, mars 2022 <https://cdn.ofsys.com/T/OFSYS/H/C257/1239391/gS6PsE/article-3.pdf>

Rapports :

Coderre, M. et Campbell, B. (2020). *Rapport synthèse : défis et opportunités des secteurs miniers sénégalais et maliens pour une meilleure contribution au développement : dans le cadre du programme de recherche : Accès à la santé, ressources minières et politiques publiques en Afrique subsaharienne*. 2022. Équipe de Rédaction : Mylène Coderre et Bonnie Campbell. Équipe à la recherche et la révision : Mouhamadou L. Diallo, Ibrahima Ly (Sénégal), Alfousseyni Diawara et Amadou Keita (Mali), Bibliothèque et Archives nationales du Québec <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4077647>

Deville, C., Hane, F., Ridde, V. et L. Touré (2018) « La Couverture universelle en santé au Sahel : la situation au Mali et au Sénégal en 2018 », Rapport de recherche : <https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-04146121/>

Notes de politiques (en annexe à ce rapport en français et en anglais)

Diallo, M.L., Hane, F., Ly, I., Coderre, M., et B. Campbell. Les recettes du secteur minier comme source de financement de la couverture maladie universelle au Sénégal. Note de Politique, projet de recherche Accès à la santé, ressources minières et le rôle des politiques publiques, Dakar, Février 2022, https://ceim.uqam.ca/db/spip.php?page=article-cirdis&id_article=14177

Diawara, A., Keita, A., Touré, L., Coderre, M., et Campbell, B. Les recettes du secteur minier comme source de financement de la Couverture Sanitaire Universelle au Mali, Note de politique, projet de recherche Accès à la santé, ressources minières et politiques publiques au Mali, Janvier 2022, https://ceim.uqam.ca/db/spip.php?page=article-cirdis&id_article=13892

Détails supplémentaires sur les produits de recherche :

L'un des principaux produits de recherche consiste en la production d'une note de politique pour chacun des pays résumant les constats de la recherche et émettant quelques recommandations à l'intention des gouvernements sénégalais et maliens. La tenue d'ateliers nationaux et régionaux a assuré une circulation de ces notes au sein des milieux décisionnels et de la société civile. Elles ont également été traduites en anglais pour permettre une diffusion à l'échelle internationale.

Rôle des médias et diffusion des résultats :

La présence des médias nationaux lors des activités de restitution des résultats a permis de diffuser plus largement les conclusions de l'étude. Au Sénégal, des reportages télévisés ont couvert l'atelier national ([Africa Petromine TV](#)), l'atelier régional ([Kédougou TV](#)), et la table-ronde avec la société civile ([Teranga Senegal TV](#)). Au Mali, le lancement de la note de politique a fait l'objet d'un reportage à Renouveau TV (lien non disponible) et la conférence-débat a été couverte par la presse écrite ([Le Continent](#)). Des membres de l'équipe ont été interviewés par des journalistes et ont pu vulgariser les résultats du projet.

7. Commentaires généraux

Le nombre et la diversité d'activités visant à restituer les résultats (articles et colloques scientifiques, ateliers de partage, table-ronde, conférence-débats, webinaires), ainsi que les différents publics rejoints lors de ces activités (décideurs, société civile, étudiants) et surtout la réception positive aux résultats produits, nous mènent à dresser un bilan très positif du projet de recherche. La satisfaction d'avoir atteint nos principaux objectifs est d'autant plus grande que plusieurs obstacles et difficultés ont émergé au cours du projet.

La situation politique et l'insécurité qui sévit au Mali, couplée à la pandémie de Covid-19, n'ont pas permis à l'équipe de recherche de se réunir pour un atelier régional à Bamako comme c'était initialement prévu. Nous avons également dû revoir le calendrier des livrables et activités pour tenir compte des difficultés de santé de la directrice du projet et du congé de maternité de la coordonnatrice du projet. Heureusement, malgré une période d'absence prolongée de ces deux membres de l'équipe, les activités de recherche se sont poursuivies et les activités de restitution des résultats ont pu avoir lieu comme prévu en 2022 et 2023.

Nous sommes particulièrement reconnaissants de deux aspects concernant ce programme du CRSH. Le premier a trait à la grande latitude accordée à l'élaboration des stratégies de recherche et de diffusion des résultats. Cette latitude nous a permis de former des équipes interdisciplinaires comprenant des chercheurs nationaux de haut niveau des pays concernés et internationaux et de travailler sur une thématique qui a permis d'enrichir la réflexion conceptuelle et théorique dans le champ du changement de paradigme, notamment sur le rôle respectif des idées, du pouvoir et des institutions politiques en vue de l'amélioration des politiques publiques. Nos travaux ont aussi permis de contribuer à la formulation de recommandations pour le renouvellement des politiques publiques de ces pays. Le programme a ainsi démontré comment la recherche peut servir de catalyseur de débats et de prise de décision dans des domaines de toute première importance et notamment, la capacité des pays africains à adopter des politiques publiques visant à mobiliser leurs richesses minières pour favoriser l'accès à la santé. Tout en assurant une grande rigueur dans la gestion des fonds accordés, le second aspect concerne la souplesse permise pour ce qui est des échéances des dépenses des fonds et la possibilité d'obtenir des prolongations lorsque des contretemps majeurs, comme nous avons connus à plusieurs reprises, empêchent le respect du programme initialement prévu.

Il faut souligner également le rôle de ce programme en tant qu'occasion d'appui et de valorisation des recherches doctorales. Le projet a permis à trois doctorants impliqués comme assistants sur des thèmes touchant leur sujet de recherche de terminer leur doctorat dans le courant du programme (Catherine Jones, Lara Gauthier, Tony Zitti) et à deux autres d'avancer leur doctorat dans domaines autres mais complémentaires (Mylène Coderre et Privilege Haang'andu,

Nous regrettons de ne pas avoir obtenu suffisamment de fonds pour constituer un comité consultatif formé de représentants des milieux décisionnels sénégalais et malien, tel que nous l'avions envisagé dans la demande de financement. La présence de ce comité aurait garanti une plus grande appropriation des résultats par les autorités politiques au niveau régional et national en Afrique. Néanmoins, nous avons maintenu une communication régulière avec des décideurs-clés afin de nous assurer de leur participation aux activités de restitution des résultats et de leur pleine compréhension des objectifs et conclusions de l'étude.

En conclusion, nous tenons à remercier chaleureusement chacun des membres de l'équipe pour leur contribution au succès de ce programme et tout particulièrement Lamine Diallo et Moussa Doumbo pour leur engagement indéfectible qui aura permis le succès respectivement des volets Sénégal et Mali du projet. Nous ne pourrions terminer ce rapport sans souligner l'apport inestimable, sur le plan scientifique comme technique, de la coordinatrice du programme, Mylène Coderre, sans lequel nous n'aurions jamais pu obtenir les résultats positifs que nous avons connus.

Bonnie Campbell
Professeure émérite
Faculté de science politique et droit, Université du Québec à Montréal
Chercheure principale